

THE CARTER CENTER



LE CENTRE CARTER

4^e atelier sur la lutte contre la propagande de recrutement de Daech

L'introduction de la dimension de genre dans la lutte contre tous les extrémismes :

Formation d'agentes actives pour un changement durable et une résilience communautaire

Mars 2017

Sommaire exécutif

Du 1^{er} au 4 mars 2017, le Centre Carter organise le 4^e et dernier atelier sur la lutte contre Daech. Les ateliers permettent de déterminer les failles qui apparaissent dans les discours de Daech, de mettre en place une approche visant à discréditer la propagande de l'organisation et à traiter la montée de l'islamophobie, et de renforcer les compétences des chefs religieux et communautaires afin de promouvoir leur engagement local. Les participants comptent 22 leaders musulmans qui viennent de Belgique, de France, du Maroc et de la Tunisie. Tout en représentant un large éventail de points de vue politiques et idéologiques, ces leaders ont les capacités requises pour empêcher la propagation de l'extrémisme violent, notamment un capital social important, une connaissance du terrain et influence locale. L'atelier a été animé par le personnel du Centre Carter et des experts.¹ Le chef de la direction du Centre Carter, l'Ambassadrice Mary Ann Peters y a également participé.

Les présentations et les discussions ont été axées autour de 5 thèmes principaux : 1) les stratégies de recrutement de Daech selon le genre et le rôle des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent; 2) le recrutement et l'endoctrinement des enfants par Daech; 3) l'approche fondée sur les droits pour la réintégration des anciens combattants étrangers; 4) l'importance des médias participatifs dans la délégitimation de la propagande extrémiste; et 5) le renforcement de la

¹ Les experts sont : Mme Ava Linea, conseillère dans un réseau de conseil en matière de déradicalisation en Allemagne; Manal Omar, vice-présidente adjointe de l'United States Institute of Peace (USIP); Daisy Khan, fondatrice et directrice générale de l'Initiative islamique des femmes pour la spiritualité et l'égalité (WISE); Khadija Ryadi, une éminente activiste des droits de l'homme et ancienne présidente de l'Association marocaine des droits de l'homme; l'Ambassadeur Ebrahim Rasool, président de la fondation Un monde pour tous et ancien ambassadeur de l'Afrique du Sud aux Etats-Unis.

cohésion intramusulmane et le développement d'outils politiques stratégiques contre toutes les formes d'extrémisme. La réunion a également offert aux participants l'occasion de partager les dernières informations sur la mise en œuvre de leurs projets locaux. À la fin de l'atelier, les participants ont partagé leurs points de vue sur les quatre ateliers et ont formulé leurs recommandations pour les activités et les collaborations futures. Le résultat positif de ses ateliers a été le sentiment de confiance, de collaboration mutuelle et de responsabilité collective qui en a émergé.

Les stratégies de recrutement de Daech selon le genre et le rôle des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent

Dr Houda Abadi, directrice adjointe du Centre Carter, a ouvert l'atelier avec une présentation sur le recrutement des femmes par Daech. Elle s'est interrogée sur les raisons qui permettent à une organisation comme Daech, qui est fondamentalement misogyne et patriarcale, de réussir à recruter de jeunes femmes aussi bien de pays majoritairement musulmans que de pays occidentaux. Dans le but d'assurer une meilleure compréhension des multiples raisons qui ont motivé les femmes à se joindre à Daech, Dr Abadi a contesté la représentation des femmes de Daech qui prévaut dans les médias et qui les décrit comme étant des « épouses de jihadistes », des victimes passives ou des soutiens accessoires aux hommes combattants qui n'ont quasiment aucune influence sur la structure globale de l'organisation. Les hommes et les femmes sont vulnérables face aux attraits rationnels et émotionnels de Daech. Toutefois, Daech tire également profit des griefs liés au genre pour recruter. Les facteurs qui les incitent à quitter leurs milieux incluent : 1) le désavantage économique et l'oppression politique; 2) la discrimination et la marginalisation selon l'expression religieuse de la personne et/ou ses origines raciales et ethniques. et 3) l'exclusion en raison du genre. Les facteurs qui les incitent à s'enrôler sont : 1) le sentiment de pouvoir et une autre vision de la liberté et de l'autonomisation; 2) des avantages matériels concrets; 3) une pratique pure de la foi; et 4) le sentiment de fraternité et d'appartenance communautaire. Les participants ont également discuté des multiples rôles que jouent les femmes dans l'avancement du projet idéologique et militaire de Daech. Les femmes de Daech sont considérées comme étant des gardiennes du califat qui sont responsables de l'endoctrinement de la génération future de soldats-enfants en tant que mères des « lionceaux ». Les femmes sont aussi des traductrices de propagande, des recruteuses, des auteures de poèmes et de chants islamiques, des agentes responsables de l'application de la loi, des collectrices de fonds et même des combattantes militaires.

De la même manière qu'il est important de reconnaître le rôle des femmes comme auteure d'actes terroristes, il est nécessaire de reconnaître leur rôle crucial dans l'établissement des fondements des approches inclusives et durables permettant de consolider la paix et la sécurité. Mme Manal Omar a affirmé que toute approche efficace visant à prévenir l'extrémisme violent doit engager des activistes et des chefs communautaires du genre féminin en tant que décideuses de première ligne. Omar a souligné que les femmes sont les gardiennes de leurs communautés grâce à leur connaissance unique de leur entourage. Un participant a résumé ce point en notant : « les femmes font partie intégrante du processus de consolidation de la paix. Nous devons briser le stéréotype qui veut que la paix et la sécurité soient une affaire d'hommes ». Mme Daisy Khan a discuté de l'héritage des femmes dans l'islam pour remettre en question les normes patriarcales. Dr Abadi a indiqué que les femmes ont non seulement la capacité de répondre aux

vulnérabilités propre au genre exploitées par les groupes terroristes comme Daech, mais peuvent aussi jouer un rôle important dans la détermination du discours sur la lutte contre l'extrémisme violent, compte tenu de leur capital social et communautaire.

Le phénomène des enfants dans la propagande de communication de Daech

Dr Abadi a animé une séance au cours de la 2^e journée, mettant en lumière l'approche de Daech à l'égard des enfants qui sont un atout important pour son expansion et sa survie à long terme. Daech est en train de recruter des enfants à un rythme inédit dans le but de créer une culture intergénérationnelle de violence et d'extrémisme religieux qui pourrait compenser sa perte territoriale. S'arrêtant sur les enfants dans les vidéos de propagande de Daech, un participant a déclaré : « Daech exploite les enfants pour renforcer son attrait émotionnel et le pouvoir de résonance de ses messages ».

Les discussions se sont aussi concentrées sur les méthodes adoptées par Daech pour recruter les enfants. Pour ce qui est du recrutement local, Daech saisit de nombreuses occasions pour mobiliser le soutien des enfants et systématiquement les conditionner, entrant en contact avec eux dans les écoles, les mosquées, les places publiques et les marchés. Une autre tactique de recrutement consiste à désensibiliser les enfants à la violence en les forçant à assister à des exécutions publiques. Afin de recruter des enfants étrangers, Daech offre de l'aventure, un sens du devoir et une société inclusive qui accueille et célèbre les musulmans de toutes les nationalités et de tous les contextes socio-économiques.

Cette séance a donné lieu à un dialogue approfondi avec les participants qui ont noté que les enfants qui se trouvent dans les territoires contrôlés par Daech sont le groupe démographique le plus vulnérable. Bien qu'il soit impossible d'empêcher les enfants à l'intérieur des territoires de Daech de rejoindre ses rangs, il est impératif de prendre des mesures solides pour prévenir le recrutement des étrangers. L'Ambassadeur Rasool a souligné que les enfants et les jeunes entre 12 et 18 ans ont un appétit accru pour le risque et l'aventure, mais manque de moyens appropriés leur permettant d'exprimer leurs irrépressibles envies. Ceci les rend vulnérables face aux fausses promesses d'aventure et de pouvoir de Daech. Il est donc important d'offrir aux jeunes enfants des occasions de vivre des aventures. Il est également essentiel de prendre des mesures visant à cultiver leur imagination, à stimuler leur esprit critique et à leur fournir des moyens sûrs de prise de risque légitime. L'un des participants qui est un mentor pour les jeunes a partagé son expérience : « il est important de trouver des moyens créatifs pour continuellement inspirer et engager les jeunes enfants sur le plan physique et émotionnel ». À la fin, les participants ont exprimé leur appréciation au Centre Carter pour s'être penché sur cette question qui, bien qu'importante, est souvent exclue des débats politiques sur les méthodes de recrutement de Daech.

L'approche fondée sur les droits pour la réintégration des combattants étrangers

Étant donné que Daech perd de plus en plus de territoires, le retour des combattants étrangers devient un défi de plus en plus sérieux. À ce jour, les politiques de lutte contre le terrorisme axées sur les combattants étrangers ont été exclusivement fondées sur une approche sécuritaire. Bien que cette approche soit essentielle, les participants ont estimé que ce recours exclusif

pourrait accroître le risque de récidivisme. S'inspirant de leur recherche approfondie et de leur travail sur le terrain, Manal Omar et Ava Linea ont souligné le besoin d'adopter une approche de réintégration globale qui inclut des programmes au niveau individuel, familial et communautaire. Une attention accrue devrait être portée à la création de contextes sociaux qui pourraient servir de point d'ancrage affectif pour ceux qui rentrent chez eux. Des programmes devraient être conçus pour offrir à ces personnes un accès à l'éducation, aux compétences utiles à la vie courante, à l'emploi et au soutien psychosocial et légal. Les efforts de réintégration doivent aussi traiter les raisons fondamentales qui ont poussé les combattants à partir en premier lieu. Les gouvernements doivent proposer des contre-offres, à savoir des occasions et des perspectives qui pousseraient ceux qui rentrent chez eux à réintégrer la société et à abandonner leurs anciennes allégeances.

Khadija Ryadi a discuté des défis auxquels font face les activistes qui travaillent sur les questions de déradicalisation et de réintégration dans la région de l'Afrique du Nord. La mise en œuvre de l'approche de réintégration fondée sur les droits est sérieusement entravée par l'absence de l'état de droit et la tendance des gouvernements à adopter une approche sécuritaire basée sur une stratégie uniforme pour tous. Comme l'a bien dit un participant : « tout programme de réhabilitation fructueux doit prendre en compte les particularités de chaque personne qui retourne chez lui et des contextes sociopolitiques des pays dans lesquels ils rentrent ». Même si les gouvernements sont prêts à établir un équilibre entre les mesures de sécurité et l'approche fondée sur les droits, ils se heurtent à des obstacles opérationnels tels que le manque de capacité à distinguer les différentes catégories de personnes qui retournent chez eux et à suivre de près leur circulation. Ryadi a conclu en affirmant que l'approche de réintégration fondée sur les droits ne peut être mise en œuvre sans une mobilisation et un activisme au niveau local. À cette fin, les militants des droits de l'homme ont un rôle majeur à jouer en faisant pression, en prônant le changement politique et en cultivant des relations positives avec les organisations islamistes qui travaillent sur la réintégration.

Stratégies politiques et sociales pour le changement et l'action

L'Ambassadeur Rasool a exprimé le besoin que les leaders musulmans développent un paradigme fondé sur des valeurs et inspiré du modèle coranique qui formulerait leurs messages et leurs actions. Ces valeurs devraient inclure les notions coraniques de justice, d'honneur, de dignité, de tolérance et de coexistence. L'adoption d'un tel paradigme permettrait aux leaders musulmans de renforcer leur solidarité et d'assurer une plus forte convergence des différentes confessions. L'Ambassadeur Rasool a ensuite souligné que bien que les musulmans soient fortement attachés aux principes et doués pour déterminer des tactiques, ils ne parviennent pas à concevoir des stratégies qui combler les failles politiques et idéologiques. Les participants ont convenu que pour lutter efficacement contre toutes les formes d'extrémisme, les musulmans doivent s'unir, comprendre leurs droits et leurs devoirs en tant que citoyens et établir des partenariats avec d'autres groupes sociaux et politiques qui promeuvent la coexistence pacifique. La stratégie consiste à se concentrer et à tabler sur les points communs que les musulmans partagent avec leurs alliés naturels et à dépasser toutes les différences qui pourraient affaiblir leur but collectif. À la suite de vastes discussions, les participants ont déterminé un plan de mise en œuvre des activités futures qui traduit leur vision, leurs objectifs stratégiques, leurs principaux défis et les changements requis en matière de discours et de paradigme. Les participants ont terminé sur une note optimiste et se sont engagés à suivre ce plan stratégique pour atteindre des

résultats politiques dans leurs pays respectifs.

Reprendre la parole : les médias participatifs et le journalisme citoyen

La séance finale a porté sur l'importance des autres plateformes médiatiques dans le cadre des efforts déployés pour que les musulmans redeviennent maîtres de leurs discours. La double menace de Daech et de l'islamophobie représente un défi pour les communautés musulmanes du monde entier. Cependant, une occasion sans précédent se présente aux communautés musulmanes, leur permettant d'obtenir leur droit de s'exprimer. Les musulmans doivent s'efforcer d'aller au-delà des approches médiatiques conventionnelles et d'adopter des moyens médiatiques innovants et astucieux pour remplir l'espace en ligne d'une manière qui discrédite le discours haineux des extrémistes. Les participants ont réfléchi au besoin de revoir leur approche permettant de contrecarrer la propagande de Daech et l'un d'eux a noté que « même si les leaders musulmans ont avancé dans leur opposition au discours de Daech, la plupart des réponses ont été denses et hyper-rationnelles ». Reconnaissant ces limites, Dr Abadi a mis en évidence que des efforts supplémentaires étaient nécessaires pour répondre simultanément au fort pouvoir d'attraction émotionnelle de Daech.

La séance a aussi porté sur le rôle des médias citoyens dans la lutte contre l'islamophobie qui est alimenté par le recours des médias occidentaux à des stéréotypes grossiers et exagérés pour dépeindre les musulmans. Diversifier le portrait des musulmans peut aider à combattre de telles caractérisations négatives. Dr Abadi a présenté un exemple sur un couple américain musulman qui, après les attaques de San Bernardino et de Paris, a lancé une campagne appelé #AskAMuslim pour lutter contre l'islamophobie. Le couple a conçu des moyens innovants pour engager le dialogue. Cette initiative a été partagée sur les réseaux sociaux, notamment Facebook, et a figuré dans les médias locaux et nationaux. Cet effort a entraîné la création d'un mouvement qui a eu sa place dans les universités. Dr Abadi a mis en évidence l'importance d'utiliser des moyens innovants pour lutter contre tous les extrémismes. Les médias participatifs et le journalisme citoyen ont la capacité d'autonomiser les individus et d'éveiller la conscience sociétale collective. Toutefois, Dr Abadi a souligné que les autres médias ne peuvent être efficaces sans que les efforts déployés en ligne soient complétés par une organisation, une mobilisation et une participation politique hors ligne.

Conclusions

Les participants à l'atelier ont profité de la formation itérative assurée tout au long des quatre ateliers. Ils y ont eu la possibilité de présenter des rapports détaillés sur les progrès réalisés dans le cadre de leurs initiatives locales. Ils ont également profité de cette occasion pour partager leurs succès et leurs défis et envisager les perspectives pour l'avenir. Reconnaissant le besoin de se concentrer sur des attraits émotionnels et rationnels, comme le fait Daech, ils ont conçu et lancé environ 60 projets collectifs et individuels par plusieurs vecteurs, notamment les médias en ligne, la sensibilisation religieuse, l'engagement des jeunes et les programmes axés sur le genre.

D'importantes leçons pour les praticiens de lutte contre l'extrémisme violent et les chefs religieux et communautaires locaux ont été tirées de la première phase du projet. Les participants ont convenu que les approches sécuritaires agressives sont non seulement inefficaces, mais

augmentent aussi la pression sur des communautés déjà marginalisées ou à risque. Des approches inclusives pour la lutte contre l'extrémisme violent sont nécessaires et devraient inclure ce qui suit : 1) un programme intégrant la dimension du genre; 2) des stratégies médiatiques hyper-localisées qui ont des pouvoirs d'attraction émotionnelle et rationnelle; 3) la collaboration avec des chefs religieux traditionnels et conservateurs; 4) l'adoption d'une double approche contre l'extrémisme qui traite la question de Daech et l'impact de l'islamophobie; 5) la recherche rigoureuse et locale; et, 6) des contre-offres ou d'autres propositions aux communautés marginalisées.

Les programmes efficaces doivent être dirigés par les communautés et conçus de manière à tenir compte des forces et des défis des contextes locaux. Les moyens médiatiques astucieux et innovants pour remplir l'espace en ligne constituent une stratégie cruciale dans la lutte globale contre tous les extrémismes. Les jeunes, les femmes et les chefs religieux jouent un rôle majeur dans ce processus. En tant qu'agents positifs de changement, leur précieux engagement permet d'éviter l'ancrage de l'approche sécuritaire pour la lutte contre l'extrémisme violent. Les femmes ont non seulement la capacité de répondre aux vulnérabilités propre aux genres exploitées par les groupes terroristes comme Daech, mais peuvent aussi jouer un rôle important dans la détermination du discours sur la lutte contre l'extrémisme violent, compte tenu de leur capital social et de leur maîtrise du vocabulaire culturel.

Pour ce qui est de la prochaine phase du projet, le Centre Carter continuera de collaborer avec les participants et les aidera à étendre leurs activités locales. Le Centre Carter offrira également une formation à un nouveau groupe de participants venant de Tunisie, du Maroc, de Belgique, de France, du Royaume-Uni et des États-Unis. Les participants de la première phase seront invités en tant que mentors pour qu'ils partagent leurs expériences sur le terrain avec le nouveau groupe au cours du prochain cycle d'ateliers.

Le Centre Carter
One Copenhill
453 Freedom Parkway
Atlanta, Georgia 30307

www.cartercenter.org

